

L'élargissement de l'Union européenne doit se préparer aussi en interne.

Un nouvel élargissement de l'Union européenne se précise sous la pression de la Russie. Actuellement, neuf candidatures sont déposées. Celle de la Turquie est pratiquement abandonnée depuis 2018. Après l'occupation de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, la Géorgie a préféré se placer dans le sillage de la Russie et gelé sa candidature en 2024. Avec la Bosnie-Herzégovine, les négociations sont rendues très complexes par la situation de blocage du pays autour de ses divisions communautaires.

Les six autres États candidats pourraient, en revanche, voir leur candidature aboutir plus rapidement. Les choses semblent bien engagées pour le Monténégro et l'Albanie qui progressent rapidement dans la mise en œuvre de l'acquis de l'Union européenne. La Serbie maintient officiellement sa candidature mais sa position est ambiguë vis-à-vis de la Russie dont elle reste très dépendante. Les trois autres candidats se heurtent à des obstacles qui ne dépendent pas que d'eux seuls : la Macédoine du Nord, dont l'adhésion a longtemps été bloquée par la Grèce en raison de l'utilisation du terme de Macédoine rencontre désormais l'opposition de la Bulgarie qui souhaite voir reconnue la minorité bulgare de Macédoine, tandis que la Hongrie, cheval de Troie de la Russie, freine autant que faire se peut la progression de la candidature de l'Ukraine et de la Moldavie. Par ailleurs, l'affaiblissement du camp occidental provoqué par le désengagement des États-Unis pourrait remettre à l'ordre du jour une candidature de l'Islande et de la Norvège.

Une Union européenne à trente-cinq membres est donc désormais envisageable et un tel élargissement - dont il ne faut pas mésestimer les difficultés s'agissant de pays affichant un PIB par habitant de moitié inférieur à celui de l'UE - constitue, selon les termes du président du Conseil européen Antonio Costa, « *le meilleur investissement géopolitique que puisse faire l'Union* ». Il permettrait, en effet, de renforcer l'influence politique, économique et militaire de celle-ci sur la scène mondiale, tout en assurant la promotion des valeurs démocratiques.

Il reste qu'un tel élargissement n'est pas imaginable sans une réforme du cadre institutionnel au sein de l'Union, notamment pour réduire drastiquement le recours au vote à l'unanimité qui permet parfois à un seul État de bloquer le processus décisionnel commun. De même, on peut difficilement envisager que le Parlement européen, déjà pléthorique, réunisse plus de mille députés. L'Union ne peut donc se contenter de contrôler les réformes opérées par les États candidats mais doit également travailler sur elle-même. Or, comme le rappelle le « *Rapport sur les conséquences institutionnelles des négociations d'élargissement de l'Union* » adopté le 2 octobre dernier par le Parlement européen, rien n'a été entrepris dans ce domaine depuis la déclaration de Grenade des chefs d'État et de gouvernement de l'Union du 6 octobre 2023, alors même qu'aux termes de l'art. 48 du traité sur l'Union européenne, il suffirait qu'une majorité d'entre eux au sein du Conseil européen, soit quatorze, décident de convoquer une convention chargée d'élaborer un projet. Certes, il faudrait encore que la convention puisse parvenir à un accord sur un texte que les États membres devraient alors ratifier, mais au moins cela mettrait-il en marche le mécanisme.

Nos prochaines conférences nous permettront de faire le point sur cette question d'une actualité toujours plus pressante.

David Capitant, président

VIE DE L'ASSOCIATION

DÉJEUNERS DÉBATS

Jeudi 6 novembre, de 12h30 à 15h00, avec **Hanne Fugl Eskjaer**,
ambassadrice du Danemark à Paris.

Thème : **Les priorités et les résultats de la présidence danoise du Conseil de l'UE**

L'évènement se tiendra dans un salon du restaurant Le Procope,
13, rue de l'Ancienne Comédie, Paris 6^{ème}.

EN PARTENARIAT AVEC L'AUTOMOBILE CLUB

Mardi 2 décembre, de 12h30 à 15h00, avec **Nicolas Tenzer**,
président du Centre d'étude et de réflexion pour l'Action politique (CERAP)

Thème : **Vers la prochaine guerre : quelles réponses pour l'Europe ?**

L'évènement se tiendra dans les salons de l'Automobile Club,
6, place de la Concorde, Paris 8^{ème}.

CONFÉRENCE

Mardi 4 novembre, de 17h30 à 19h00, avec **Clive Hole**,
ancien directeur financier international, membre de l'Observatoire des médias

Thème : **Brexit, rupture consommée ou illusion de souveraineté ?**

La conférence se tiendra au siège d'ARRI,
11, rue Nicolo, Paris 16^{ème}

La conférence se clôturera autour d'un verre de l'amitié.

VOYAGE 2025

Les cités heureuses de l'Arabie nabatéenne...

Vingt-cinq membres d'ARRI se rendront en Arabie saoudite du 17 au 25 novembre.
De Riyad à Jeddah, en passant par AlUla, Hégra, Dadan et les sites archéologiques
de Al-Khurybah et Jabal Ikma puis Médine, le parcours permettra de découvrir les
richesses du patrimoine de cette monarchie du Golfe, berceau de l'islam, dont le désir
est de devenir une « *destination touristique désirable* ».

INSCRIPTIONS ET INFORMATIONS

Vous pouvez vous inscrire aux activités via le site www.arri.fr ou en contactant notre
secrétariat (secretariat@arri.fr ; 01 45 27 46 17). Notre site propose un calendrier de
nos prochaines activités, des informations sur nos manifestations et des comptes
rendus.

VOYAGES 2026 : VILNIUS ET OUZBEKISTAN

Vous avez été nombreux à répondre au sondage sur le choix des destinations 2026. Si une large majorité des réponses pour le voyage court et en Europe (4 jours/3 nuits) donne la préférence à Vilnius plutôt qu'à Bratislava, l'écart est, en revanche, moins marqué entre la Corée du Sud et l'Ouzbékistan pour le voyage long/moyen courrier. Nous avons néanmoins noté une plus forte probabilité de réunir un nombre suffisant de participants pour organiser le voyage en Ouzbékistan, et c'est donc cette destination que nous avons retenue.

VILNIUS, du 27 au 30 mai



Entrée dans l'Union européenne en 2004, la Lituanie est dans l'espace Schengen depuis 2007, membre de la zone euro depuis 2015 et de l'Otan depuis 2004.

La Lituanie résiste face à la Russie et joue un rôle de premier plan dans la guerre russo-ukrainienne. Elle se trouve dans un espace de conflictualité grandissante dans lequel la Russie est un acteur majeur (port de Saint Pétersbourg, exclave de

Kaliningrad militarisée et équipée d'ogives nucléaires, corridor de Suwałki coincé entre Kaliningrad, la Biélorussie et la frontière lituano-polonaise). Vilnius plaide pour une position ferme à l'égard de Moscou notamment en faveur d'un isolement de cette dernière sur la scène internationale et d'un renforcement des sanctions. Issu des élections de 2024, le gouvernement a réaffirmé le caractère déterminant du lien transatlantique, l'augmentation du budget de la défense (jusqu'à 5 % du PIB) et le renforcement du partenariat stratégique avec l'Allemagne.

OUBÉKISTAN, du 9 au 20 octobre



Ancienne république soviétique, l'Ouzbékistan occupe une position stratégique en Asie centrale. Avec 36,8 millions d'habitants, le pays concentre la moitié de la population de cette région. Il dispose d'importantes réserves énergétiques et de vastes gisements de minéraux critiques qu'il entend valoriser.

Deuxième économie d'Asie centrale derrière le Kazakhstan, l'Ouzbékistan attire les capitaux étrangers grâce à son tissu industriel et développe

son soft power à l'international en organisant notamment des expositions mettant à l'honneur son patrimoine artistique à l'instar de la Biennale d'art de Boukhara qui a lieu du 5 septembre au 20 novembre 2025. Entretenant des relations avec la Russie (projet de construction de la première centrale nucléaire du pays par Rosatom) et la Chine (construction d'une ligne ferroviaire vers la Chine et soutien à l'initiative « une ceinture, une route »), Tachkent n'en néglige pas pour autant ses relations avec la Turquie, les pays du Golfe, et l'Union européenne (la signature d'un accord de partenariat et de coopération renforcé est prévue d'ici à fin 2025). Concernant la guerre en Ukraine, le pays tente de maintenir des relations diplomatiques avec l'Ukraine et la Russie, cette dernière étant un partenaire économique et militaire important.

UNE BRIGADE ALLEMANDE EN LITUANIE

La brigade allemande en Lituanie, un signe fort de solidarité

par Hartmut Bühl, directeur éditorial du European News Journal



Après avoir été pendant dix-sept ans rédacteur en chef du magazine *L'Union européenne de sécurité et de défense*, Hartmut Bühl est aujourd'hui directeur éditorial du *European News Journal* (www.european-news-journal.com) qu'il a lancé avec la journaliste Nanette Cazaubon. Avant d'entreprendre une carrière journalistique, il a été officier, conseiller en politique de défense et de sécurité auprès de deux chanceliers allemands (1982-1986), attaché militaire à Paris (1986-1990), premier chef d'état-major adjoint aux opérations (DCOS) du Corps européen à Strasbourg (1992-1996). Hartmut Bühl a aussi occupé plusieurs fonctions dans l'industrie notamment comme vice-président exécutif

d'EADS avant de rejoindre le consortium Alliance Ground Surveillance (AGS) à Bruxelles.

Par ailleurs, il est membre du groupe de travail sur la défense européenne mis en place par ARRI et la Ligue européenne de Coopération économique (LECE) en juin dernier.

« La Lituanie et l'Allemagne démontrent ensemble que nous sommes prêts à défendre l'Europe », Friedrich Merz

La 45^{ème} brigade blindée allemande (Panzerbrigade 45) se déplace vers l'est et sera stationnée en permanence en Lituanie. Conclu en 2023, ce projet à forte valeur symbolique prend désormais forme concrète. « *La Lituanie et l'Allemagne démontrent ensemble que nous sommes prêts à défendre l'Europe* », a déclaré le chancelier allemand Friedrich Merz le 22 mai 2025 en Lituanie.

Il s'était rendu à Vilnius avec le ministre allemand de la Défense Boris Pistorius, où tous deux ont été reçus avec les honneurs militaires par le président lituanien Gitanas Nausėda et le ministre de la Défense Dovydas Šakalienė.

« L'Europe relève aujourd'hui le plus grand défi de ce siècle pour notre sécurité », Gitanas Nausėda

La cérémonie à laquelle Merz et Pistorius ont assisté marquait l'entrée en service officielle de la brigade allemande en Lituanie, une importante unité qui se renforcera progressivement pour atteindre sa pleine capacité opérationnelle de 5 000 hommes d'ici fin 2027. Le président Nausėda a déclaré : « *L'Europe relève aujourd'hui le plus grand défi de ce siècle pour notre sécurité.* » À l'issue de la cérémonie à Vilnius, la brigade a reçu son drapeau et le nom de Brigade de Lituanie.

Un changement dans la réflexion allemande sur la sécurité

L'objectif de ce projet commun germano-lituanien est de renforcer la stabilité dans la région et de renforcer la protection du flanc oriental de l'OTAN face à la menace russe. Il s'agit également d'un signe fort de solidarité de l'Allemagne avec ses alliés.

« *Avec cette brigade prête au combat, nous assumons une responsabilité de leadership au sein de l'Alliance ici sur le flanc oriental de l'OTAN* », a déclaré le ministre de la Défense Pistorius.

Ce déploiement permanent à l'étranger – le premier depuis la Seconde Guerre mondiale – d'une importante unité allemande, logistique et familles comprises, est considéré comme un projet phare. La défense de la Lituanie sur le flanc oriental de l'OTAN est ainsi devenue partie intégrante de la politique de sécurité et de défense allemande. Cela témoigne d'une profonde évolution de la pensée sécuritaire allemande – qualifiée de « *Zeitenwende* » (tournant) par l'ancien chancelier Olaf Scholz.

Feuille de route pour la 45ème brigade en Lituanie

- 2023 – décision de stationnement
- 2024 – Personnel avancé de reconnaissance et de logistique
- 2025 – entrée en service officielle et début du déploiement
- 2026 – intégration du groupement tactique multinational Lituanie
- 2027 – pleine capacité opérationnelle

La « Brigade de Lituanie »

Le statut juridique des forces militaires allemandes, du personnel civil et de leurs familles en Lituanie, ainsi que la fourniture de services civils, tels que les soins de santé, les transports et l'éducation des enfants de soldats, sont régis par un accord de coopération de défense germano-lituanien signé le 13 septembre 2024 à Berlin et ratifié respectivement par le Seimas lituanien et le Bundestag allemand le 3 octobre 2024 et le 31 janvier 2025.

La brigade de Lituanie sera composée de deux bataillons de l'armée de terre, auparavant basés en Allemagne, et du groupement tactique multinational lituanien (anciennement présence avancée renforcée de l'OTAN - eFP) et sera complétée par les éléments nécessaires, notamment des unités de soutien au combat et de logistique.

La brigade est commandée par le général de brigade Christoph Huber, premier commandant de la force opérationnelle interarmées de l'OTAN en Lituanie, créée en 2017. Cette importante unité sera implantée sur deux sites. La base principale se trouve dans une caserne à Rūdninkai, près de Vilnius, elle peut accueillir jusqu'à 3 000 soldats et un centre médical y a été activé le 1er avril 2025. Une autre base importante, celle de Rukla, près de Kaunas, accueillera le groupement tactique multinational Lituanie.■



De gauche à droite : le ministre allemand de la Défense Pistorius, le ministre lituanien de la Défense Šakalienė, le chancelier allemand Merz et le président lituanien Nausėda passent en revue les troupes de la 45e brigade à Vilnius, le 22 mai 2025 © Bundesregierung/Guido Bergmann

ÉTATS UNIS

**Déjeuner débat du 21 octobre à l'Automobile Club de France
autour du livre *De la race en Amérique*
publié par Denis Lacorne directeur de recherche émérite
au Centre de recherche internationales (CERI, Sciences Po)**



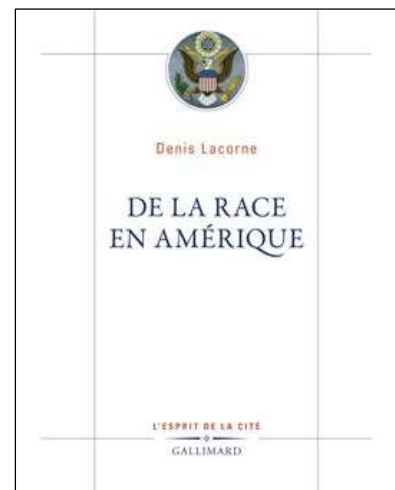
Politiste, spécialiste de l'histoire politique des Etats-Unis, Denis Lacorne est diplômé de Sciences Po et a obtenu son doctorat (Ph. D.) en science politique à l'université de Yale. Il est entré au CERI en 1982 après avoir passé douze années aux États-Unis et deux au Canada.

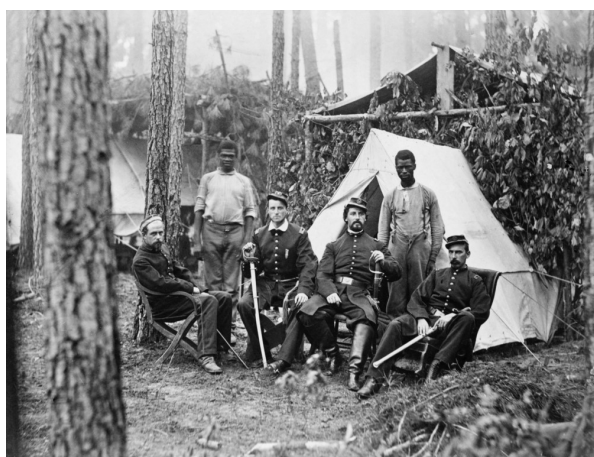
Son ouvrage, *De la race en Amérique*, constitue une synthèse sur la manière dont s'est construite aux États-Unis, depuis leur naissance, leur obsession la plus durable : celle de la race, de la peur du métissage voire du « *grand remplacement* ». Paradoxe d'une société fondée sur l'inégalité des races et l'égalité des citoyens.

Il faut rappeler que le mot de race n'est pas une donnée biologique (nous sommes tous des Homo sapiens) mais une construction sociale qui évolue dans le temps.

L'histoire des races et des catégories raciales aux États-Unis recoupe deux visions contraires de la nation américaine.

La première vision défend le référent racial. Et elle le fait pour des raisons complexes et opposées. D'une part, les élites politiques du sud justifiaient l'esclavage en fonction de critères économiques, scientifiques et religieux. Elles étaient prêtes à prendre les armes pour maintenir « *l'institution particulière* ». La guerre de Sécession fit de 620 000 à 750 000 morts. Plus tard, dans un autre contexte, aux XX^{ème} et XXI^{ème} siècles, les nativistes, puis les leaders les plus extrêmes de la droite américaine, les suprémacistes et les trumpistes en particulier, défendirent une conception racialisée de la nation américaine, tout en dénonçant le danger d'un multiculturalisme excessif et d'un grand remplacement opposant les « *Blancs* » originaires d'Europe, chrétiens pour la plupart, aux « *non-Blancs* » : des immigrés jugés indésirables pour des raisons économiques, culturelles ou religieuses. D'autre part, des intellectuels afro-américains déclarent un fort attachement à l'usage de catégories raciales. La race noire est valorisée comme un signe d'appartenance à une communauté volontairement choisie pour mieux résister aux injustices passées et présentes. La race justifie un nouvel entre-soi, une fierté, une solidarité ouvrant la voie à de nouvelles formes de résistance et de mobilisation politique aboutissant, entre autres, à des demandes de réparation.





Des officiers de l'Union avec deux hommes d'origine africaine lors de la campagne de Petersburg. De nombreux esclaves émancipés ont été mobilisés au service des officiers de l'Union. Août 1864.

Source : Everett chez Shutterstock ; Sciences Po/CERI

La seconde vision, perceptible dès l'origine de la nation avec le courant abolitionniste, défend un idéal civique de « déracialisation ». Le projet de « déracialisation » de la société américaine a de nombreuses facettes, à commencer par la gêne des Pères fondateurs, propriétaires d'esclaves et pourtant fort attachés au principe d'égalité de la Déclaration d'indépendance, ou encore la réticence des rédacteurs de la Constitution de 1787 à utiliser le mot « esclave », jamais mentionné, et pourtant signalé comme « autre personne ».

Les moyens de la « déracialisation » sont divers : du mouvement des droits civiques à l'abolition de la discrimination positive et au toilettage des catégories du recensement.

L'appel à la « déracialisation » est bien exprimé par le fameux rêve de Martin Luther King, selon lequel les individus dans l'Amérique à venir, ne devront plus être jugés « *sur la couleur de leur peau, mais sur le contenu de leur caractère* ».

En Amérique, la peur de l'autre n'a cessé de changer de cibles au rythme des immigrations (aujourd'hui de l'Amérique du sud), nourrie par la hantise lancinante de l'effacement de la race blanche au profit de nouveaux arrivants jugés inassimilables. Or, on constate un fort accroissement des métis intégrés culturellement et économiquement et un tiers des enfants sont issus de couples mixtes. Dans un pays devenu si métissé, la politique des identités recouvre de moins en moins une réalité démographique qui incline les individus à multiplier les appartenances sans nécessairement les opposer. Il n'y a plus d'identité fixe aux États-Unis. Mais les races sont là pour durer tant que le racisme existe.



Fresque murale Black Lives Matter à Greenpoint, Brooklyn, New York. Source : Wikimedia Commons

Notes de Monique Rousselin

Ukraine : Quand l'Europe donne le ton

Contrairement aux errements médiatico-récréatifs d'une diplomatie américaine illisible, l'Europe tient bon face à l'agression russe de l'Ukraine.

C'est elle qui dicte le tempo des relations avec les protagonistes, malgré les interférences d'un président américain, consciemment ou inconsciemment, aligné sur les positions de l'agresseur.

L'aide des Européens dépasse désormais 180 milliards d'euros (contre 116 pour les États-Unis depuis 2022) et son aide militaire reste supérieure à celle des États-Unis. L'Europe a livré plus de chars, plus d'avions, plus d'artillerie que l'armée américaine. Son aide financière à l'État ukrainien et son soutien humanitaire sont sans équivalent.

Le soutien américain est, il est vrai, particulièrement efficace pour le renseignement, la formation et les munitions mais il devrait se limiter à 65 milliards d'euros cette année.

Les Européens n'acceptent pas le dangereux précédent de voir les frontières modifiées par la force au mépris des traités et du droit international. Au regard de l'histoire, de la Charte des Nations unies et des défis géopolitiques, ils sont déterminés et le resteront autant qu'il le faudra parce que leur sécurité est en cause. Pour cette raison c'est bien leur soutien qui durera le plus longtemps.

Malgré les déclarations, voire les intentions et les déclarations intempestives de D. Trump, la ligne des Européens s'est imposée : cessez-le-feu immédiat, pas de concession territoriale, respect des frontières internationalement reconnues, réparations des dégâts de l'invasion et poursuite des criminels de guerre. Cela signifie qu'il n'y aura aucun accord susceptible d'être conclu sur le dos de l'Ukraine et en l'absence des Européens qui, de surcroît, ont mis en place vingt-neuf trains de sanctions efficaces et consignent sur leur territoire plus de 200 milliards d'euros d'avoirs russes.

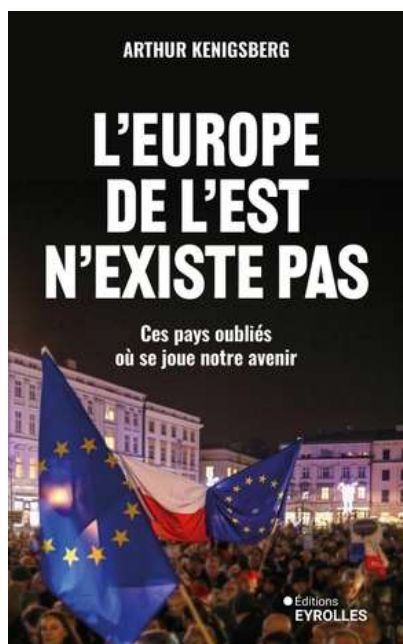
Au-delà des exercices de style diplomatiques destinés à ne pas nourrir l'imprévisibilité du président américain, les Européens, unis, avec le Royaume-Uni, la Norvège et le Canada, n'ont rien cédé de leurs positions. Il ne sert donc à rien de n'écouter que Donald Trump, mais plutôt de prêter attention à la coalition démocratique qui, heureusement, se rassemble autour d'eux.

C'est ce qu'ils redisent officiellement au cours de leur Conseil européen du 23 octobre.

Un message à destination de la Russie, mais aussi du monde entier. L'Europe n'est pas l'Amérique et sait aussi décider seule. Que les citoyens s'en réjouissent même s'ils peuvent parfois regretter qu'elle ne sache pas, pour sa part, contribuer à « faire le spectacle ».

*Jean Dominique Giuliani
Président de la Fondation Robert Schuman,
Éditorial du 22 octobre 2025*

CONSEILS DE LECTURES



Arthur Kenigsberg

L'Europe de l'Est n'existe pas

Ces pays oubliés où se joue notre avenir

Editions Eyrolles, septembre 2025

Dépasser les vieux clichés et repenser notre rapport à ces pays essentiels. On parle encore d'« Europe de l'Est », mais cette idée est un héritage trompeur de la guerre froide imposé par Staline. Contrairement au mythe de Yalta, le partage du continent ne fut pas un accord mais une imposition brutale de l'URSS. La Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie (aujourd'hui République tchèque et Slovaquie), la Roumanie ou encore la Bulgarie ont ainsi été forcées de vivre sous le joug communiste. Après la chute du communisme en 1989, ces pays ont repris leur destin en main mais en France, ils restent souvent perçus à travers de vieux clichés. Beaucoup ignorent que la Pologne est devenue la sixième économie d'Europe et que l'Estonie, tout comme l'Ukraine, est à la pointe de la cybersécurité.

Ces pays, souvent perçus en France comme « en retard » sont en réalité des acteurs essentiels de la résilience européenne. L'essai d'Arthur Kenigsberg fait l'analyse de ces

incompréhensions et de leurs conséquences afin de briser les stéréotypes et de tracer une voie vers les opportunités françaises dans la région. Avec la guerre en Ukraine, ces territoires sont devenus un enjeu crucial pour l'avenir de l'Europe ?



Claudia Moatti

Sur la politique, cinq grandes leçons romaines

École française de Rome, octobre 2025

Réveil des extrémismes et des idéologies autoritaires, crise de la représentation et des institutions, fragmentation identitaire et creusement des inégalités : il y a aujourd'hui plus que jamais un enjeu existentiel à faire porter notre réflexion sur la « chose publique ». Repenser la « république », à travers l'expérience romaine antique de la *res publica* permet alors d'éclairer de grandes questions actuelles : qu'est-ce que le peuple ? Qu'est-ce qu'une démocratie ? Quelle part de conflictualité peut-on tolérer dans l'espace public ? Ou encore comment un groupe, en s'auto-proclamant défenseur de la grandeur de l'État, devient-il autoritaire ?

En cinq grandes notions romaines (*res publica, populus, seditio, libertas, societas*), cet ouvrage vient mettre la politique à l'épreuve de la langue latine et les concepts en tension avec les pratiques et les conflits de sens. Il analyse aussi quelques-unes

de leurs reconfigurations dans d'autres périodes et selon d'autres enjeux, non pour établir des continuités ou des ressemblances, mais pour affiner les questions et mieux comprendre l'importance de la référence au passé.

COUP D'ŒIL SUR LE MONDE

Union européenne (UE). Le financement de l'industrie de défense se renforce. le fonds SAFE, de 150 milliards €, doit permettre d'emprunter sur les marchés financiers. L'UE a conclu avec l'Indonésie un accord économique – Un 19^{ème} train de sanctions contre la Russie doit interdire l'importation de ses hydrocarbures en 2027 - La création d'un euro numérique complémentaire aux espèces et accessible à tous, est envisagée - Un organe supranational de gestion des médias est créé, relié aux régulateurs nationaux (l'ARCOM, en France).

Allemagne. Un service militaire rémunéré doit renforcer la Bundeswehr. La ministre de l'Économie insiste sur la nécessité de travailler plus et de remonter l'âge de la retraite.

Danemark. Drones au-dessus d'aéroports civils et d'une base militaire. Le pays passe d'une stratégie défensive à une stratégie préventive qui implique des investissements majeurs.

Espagne. L'Armada (marine de guerre) doit remplacer ses chasseurs embarqués. Le F35 à décollage vertical américain est le concurrent du Rafale Marine européen.

Italie. Giorgia Meloni, devenue proeuropéenne et atlantiste, dirige le gouvernement avec autorité. La situation à Gaza est suivie de très près. Le Pape a annoncé des voyages en Turquie et au Liban.

Royaume-Uni. Les membres du parti Vert ont apprécié d'entendre leur dirigeant Zack Polanski refléter courageusement leurs opinions sans peur de la presse de droite.

Moyen-Orient. La frappe israélienne sur la capitale du Qatar a fait prendre conscience aux pays du Conseil de coopération du Golfe de la fragilité du dispositif sécuritaire régional.

États-Unis. Faute d'accord sur le financement de la santé et de l'assurance santé, le *shutdown* paralyse le pays, 700 000 fonctionnaires fédéraux sont concernés.

Canada. Négociations commerciales réduites entre Mark Carney, Premier ministre canadien et Donald Trump qui a rappelé son intérêt pour une fusion du Canada et des États-Unis.

Brésil. Protocole d'accord avec la Chine pour une étude de faisabilité d'un chemin de fer reliant la côte pacifique du Pérou à la côte atlantique du Brésil.

Costa-Rica. Le pays s'est éloigné d'une économie agraire pour devenir une puissance mondiale d'industries de haute technologie.

Chine. Lancement de la première ligne express de conteneurs *China-Europe*, empruntant le passage de l'Arctique en dix-huit jours, moitié moins que par le canal de Suez.

Japon. À la suite de la démission du Premier ministre Shigeru Ishiba, Sanae Takaichi, nationaliste radicale, élue cheffe du Parti Libéral-Démocrate, doit être élue Première ministre.

Inde. Les rencontres Inde-Pakistan de cricket hyper médiatisées et diplomatiques, génèrent d'importants bénéfices. Le trophée des champions s'est tenu en mars 2025.

Indonésie. Le président Prabowo Subianto a promis que dès qu'Israël reconnaîtrait la Palestine, l'Indonésie reconnaîtrait aussitôt l'État d'Israël.

Australie. Incertitudes sur l'avenir de l'accord AUKUS concernant la livraison de sous-marins nucléaires par les États-Unis, qui considèrent ceux-ci comme une ressource rare.

Afrique. L'Algérie est devenue la troisième économie africaine. Le Maroc est secoué, comme Madagascar, le Kenya, le Népal, par des manifestations de jeunes de la génération Z qui protestent contre la corruption, la précarité étudiante et des systèmes de santé défailants. Mali, Niger et Burkina Faso, se retirent de la Cour pénale internationale trop « néocoloniale ».

[Ces informations ont été développées dans l'Observatoire des médias 212 d'octobre 2025]

François Laurent-Atthalin